

Copenhague: la lutte contre la hausse du thermomètre mondial a commencé

Les négociations sont rentrées dans le vif du sujet mardi à Copenhague pour tracer les grandes lignes d'un accord visant à lutter contre la hausse du thermomètre mondial, corroborée par les derniers chiffres de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).



Alors que la polémique sur la "Climategate" - courriels scientifiques piratés en Angleterre - est toujours vive, l'OMM a annoncé que la décennie 2000-2009 devrait être "la plus chaude jamais enregistrée" depuis les premiers relevés instrumentaux réalisés en 1850.

"Nous sommes dans une tendance de réchauffement, nous n'avons pas de doute là-dessus", a martelé Michel Jarraud, son secrétaire général, soulignant que l'année 2009 devrait, selon des calculs provisoires, se classer au 5e rang des années les plus chaudes.

Le débat sur le partage des efforts dans la nécessaire réduction massive des gaz à effet de serre se poursuit désormais dans les moindre recoins du Bella Center, qui accueille plus de 15.000 délégués, dont 3.500 journalistes.

Les Etats-Unis ont marqué les esprits avec l'annonce lundi soir, très bien accueillie dans la capitale danoise, par l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) sur la possible régulation des émissions de CO₂, l'un des principaux gaz à effet de serre.

Greenpeace a salué "un signal important" pour dire clairement au reste du monde que le président Barack Obama, attendu à Copenhague le 18 décembre, "peut agir, quelle que soit la décision du Congrès sur les réductions des émissions de gaz à effet de serre".

"Il y a un espèce de ping-pong entre la Chine et les Etats-Unis", commentait un négociateur occidental à propos des annonces successives des deux principaux pollueurs de la planète. "Je ne sais pas si la Chine annoncera quelque chose demain en échange", ajoutait-t-il en souriant.

Les pays européens restent de leur côté divisés sur l'opportunité de revoir leur promesse de réduction d'émission de gaz à effet de serre de 20% à 30% d'ici à 2020 (par rapport à 1990) en cas d'accord mondial dans 10 jours.

A Berlin, la chancelière allemande Angela Merkel a estimé que Pékin et Dehli devaient s'engager plus avant. "Aucun pays ou continent ne peut seul sauver le climat. (...) Tout le monde doit faire plus, mais surtout des pays comme la Chine et l'Inde", a-t-elle affirmé.

La question du financement de l'adaptation à la hausse du thermomètre des pays les plus vulnérables - qui doit constituer "le coeur de l'accord" selon le ministre français de l'Ecologie Jean-Louis Borloo - était également largement débattue.

"Nous avons besoin d'engagements fermes, de chiffres et d'un calendrier", a expliqué à l'AFP Bruno Sekoli, négociateur du petit royaume enclavé du Lesotho et président du groupe des Pays les moins avancés (PMA), qui a salué un processus "ouvert, actif, dynamique".

Les réductions d'émissions sont âprement négociées à huis clos, mais l'urgence d'agir au quotidien est aussi rappelée à tout instant, souvent avec humour, aux délégués venus des quatre coins de la planète.

A la sortie du métro, personne n'échappe à son badge, distribué par de jeunes Danois qui remercient, tout sourire, les passagers "d'avoir le pris le métro et économisé 85% de CO2".

Vision artistique originale de l'invisible tonne de CO2 dont tout le monde parle du soir au matin: un gros cube rouge de la taille d'un immeuble de trois étages flotte sur un lac de Copenhague. Une tonne de CO2 représente les émissions mensuelles moyennes d'un habitant de l'Union européenne.

Heureux calendrier pour la capitale danoise, elle a été désignée la ville la plus "verte" parmi 30 métropoles européennes soumises à un test écologique réalisé pour le compte d'un groupe allemand.